

CIBLE

CLOWNS

Formidable bon en avant dans la gestion des ressources humaines ! Le correspondant londonien du *Monde* nous apprend que plusieurs entreprises britanniques ont engagé des pitres.

Objectifs ? Rendre le travail des employés plus amusant, et réduire l'angoisse que provoque la menace du chômage. Jadis, au temps du libéralisme économique, on avait recours à des psychologues pour désamorcer des conflits, ou à des policiers quand les travailleurs se révoltaient malgré tout. Maintenant que nous sommes entrés dans le paradis ultra-libéral, les patrons ont trouvé mieux pour moins cher car le salaire d'un clown est plus bas que les honoraires d'un « psy ».

Les patrons ont raison : le travail par la joie est productif, et il vaut mieux licencier dans la rigolade que dans les pleurnicheries. Rappelons cependant que nos chaînes de télévision ont devancé la trouvaille britannique : sur injonction des directions (notamment à TF1), elles diffusent massivement du bonheur et de la bonne humeur. Comme dans le paradis soviétique, on veut un peuple soumis, pauvre, et content.

COMMUNICATION

Mensonge sur Internet

Angleterre

**La royauté
diffamée**

p. 2

Idées

**Le siècle des
intellectuels**

p. 9

Une entreprise de diffamation

Un événement véridique est souvent ennuyeux et ne fait pas nécessairement de l'argent. Alors qu'un scandale créé de toutes pièces est toujours amusant et profitable. Sachant cela, devinez le choix des médias...

Gagné ! Les médias choisissent le scandale. De préférence le scandale anglais, qui rapporte gros ces temps-ci. Souvenons-nous des mines consternées et des regards larmoyants de nos présentateurs préférés lorsqu'ils commentaient la mort et l'enterrement de lady Diana. Ils ne montraient pas l'émotion populaire, ils y participaient, ils étaient l'émotion elle-même et le Peuple en sa ferveur. Bien entendu, en écho à certains journaux anglais, ils fustigeaient la froideur de la Reine, et la rigidité de la monarchie.

Puis le ton changea du tout au tout, l'oeil devint salace, le sourire complice et un tantinet graveleux. Il était toujours question de la famille des Windsor, mais cette fois le « sujet » était rigolo. Oh ! pas de quoi tenir une semaine, mais l'affaire était suffisam-

ment piquante pour occuper une minute trente (environ) sur les six minutes du journal de Canal Plus (le quart !) et pour faire l'objet de commentaires importants sur les autres chaînes.

L'affaire ? Il s'agit de la publication d'un gros ouvrage (*The Royals*) signé par une certaine Kitty Kelley, qui raconte par le menu les vices et autres débordements de la famille royale d'Angleterre. Alléchant, non ? Les médias nous ont appris que Dame Kelley est une Américaine très connue, qui accumule les ragots pour fabriquer des biographies de célébrités. Coup de chance pour l'éditeur, la commère avait enquêté sur le duc d'Édimbourg et rassemblé à cette occasion un monceau d'anecdotes scandaleuses sur l'ensemble de la famille. Profitant de l'émotion créée par la mort de Diana, l'éditeur américain s'empresse de publier

l'ouvrage, qui est également sorti en France à point nommé.

Le succès commercial de l'opération ne saurait masquer l'attitude répugnante de ses divers promoteurs :

- L'ouvrage de Kitty Kelley est une diffamation consciente et préméditée. La preuve : *The Royals* ne sera pas diffusé en Grande-Bretagne et aucun extrait ne sera publié dans la presse britannique, l'avocat de la Reine ayant prévenu qu'il demanderait la saisie du livre et des journaux qui le citeraient. Le fait que l'éditeur américain n'ait pas tenté de relever le défi souligne le caractère diffamatoire des racontars de dame Kelley.

- Il est scandaleux que les médias français se fassent les complices de cette opération, avec une totale hypocrisie. On pleurniche sur lady Diana, princesse traquée par les caméras, on dénonce les papa-

razzi, on fustige la dureté de la reine et de ses défenseurs, on promet de respecter la vie privée des célébrités mais, quelques jours après ces nobles déclarations sur la déontologie de la presse, l'éthique du journaliste et le respect de la loi, on se rue sur le premier tas d'immondices qu'on trouve sur son chemin, et on le présente au téléspectateur tout en l'avertissant qu'il s'agit là de rumeurs. On est complice, mais on reste à couvert. On prétend avoir la religion du « fait », du « document », mais on fait écho au scandale parce que le scandale est l'événement. Le livre est intéressant parce qu'il est faux, parce qu'il est sale, parce qu'il constitue un exploit dans la diffamation mondialisée.

N'oublions pas que ces procédés abjects ne visent pas seulement la famille royale d'Angleterre. En France aujourd'hui la rumeur qui salit la mémoire des morts et des vivants - celle de Jean Moulin, de Charles Hernu, de Lucie et de Raymond Aubrac - fait prime sur le marché de la diffamation médiatisée. Nous sommes tous concernés. Nous sommes tous menacés.

Yves LANDEVENNEC

N.B. Avez-vous remarqué ? Violente campagne de presse contre la Reine d'Angleterre avant l'enterrement de Diana Spencer. Mais pas de campagne contre le président Clinton qui s'est pourtant opposé à la signature du traité contre les mines antipersonnels dénoncées par la princesse Diana. Devant les puissants, des muets de sérail.

Y a-t-il encore un pilote à l'Élysée ?

En provoquant des législatives anticipées, Jacques Chirac s'était « pris les pieds dans le tapis ». Il ne semble toujours pas avoir tiré les leçons de ce revers cuisant.

Après l'impression d'apathie donnée par Jacques Chirac, à la suite du KO des législatives, le Président repart en campagne. Il a choisi d'inaugurer une université technologique à Troyes, fief d'un de ses derniers fidèles : François Baroin, porte-parole de la campagne présidentielle de 1995. Une façon de faire savoir à ses adversaires, ainsi qu'à ses... « amis », qu'il faut toujours compter avec lui. Le calendrier diplomatique ne lui a pas permis de s'imposer véritablement face au Premier ministre : la cause européenne ne saurait constituer une arme pour le chef de l'État, puisqu'il existe un consensus objectif sur ce point. En matière de politique intérieure, le Président doit, si l'on se réfère à l'esprit des institutions, demeurer au-dessus des partis. On sait, en réalité, que là réside une des ambiguïtés de la V^e République. Jacques Chirac a reçu successivement, durant l'été, François Léotard, Alain Madelin et François Bayrou. Le 8 septembre, c'était au tour de Nicolas Sarkozy.

Le Président souhaite-t-il l'union de l'opposition en un seul parti ? Cette vieille lune revient régulièrement, ces temps-ci, dans les commentaires des observateurs politiques patentés. Toujours est-il que Jacques Chirac, dans la course à la recomposition de la droite, tente de ne pas se laisser distancer, notamment par Philippe Séguin. Mais il y a de la

concurrence, et l'hôte de l'Élysée ne semble pas avoir, jusqu'ici, beaucoup de prises sur les événements. Il est vrai qu'il a fort à faire. A droite, chacun y va de son commentaire sur les causes de la défaite. De son commentaire... et de ses amicales propositions, tel François Léotard, favorable à la suppression du droit de dissolution !

Le Président est lui-même en partie responsable de cette dérive. Dans le texte qu'il avait remis à la revue *Le Débat*, avant de nous quitter pour un monde meilleur, François Furet constatait : « Il s'est condamné... à être solidaire du bilan d'Alain Juppé, chef de la majorité parlementaire, exposant par là même le pouvoir présidentiel au jugement des électeurs sur l'action du gouvernement ». Des électeurs, et de se propres partisans.

A Troyes, François Baroin avait raison de déclarer au chef de l'État : « La Constitution fait de vous le maître du temps et des échéances ». Mais Jacques Chirac obère ses chances en reprenant à son compte les thèses toujours plus libérales de l'opposition : « Lutter contre le chômage, c'est donner plus de libertés à tous... L'époque du colbertisme est dépassée ». Toute considération « stratégique » mise à part, en reprenant l'antienne du moins d'État, le Président ne se hisse pas à la hauteur exigée par sa fonction.

Alain SOLARI

La peur du Front

La « fête des Bleu-Blanc-Rouge » et la perspective des élections régionales relancent le débat sur la meilleure manière d'affronter le Front national. Il serait urgent de conclure.

On a de plus en plus peur du national-populisme, et on a raison : du point de vue de la logique des forces politiques, rien n'empêchera le Front national de progresser dans les mois qui viennent et d'obtenir de très bons résultats aux élections régionales.

La nouvelle poussée frontiste semble d'autant plus irrésistible que certains de ses adversaires ne veulent pas prendre conscience du danger. Ainsi, plusieurs notables de droite sont tentés de passer des alliances avec le Front national, tout particulièrement dans la région parisienne. Les socialistes, de leur côté, continuent d'appliquer la tactique qui sert leurs intérêts immédiats : sermons contre le racisme, exorcismes de masse, et froids calculs sur les gains électoraux que la progression du Front (qui se fait surtout par ralliement d'une fraction de l'électorat de la droite classique) leur permet d'espérer au printemps prochain.

Les communistes, de leur côté, sont actuellement paralysés : leur présence au gouvernement les oblige à soutenir non sans contorsions la ligne néo-libérale de Lionel Jospin, ce qui les empêche de remplir leur rôle historique de parti radicalement contestataire. Le Front national peut donc affirmer qu'il est le seul opposant crédible à la classe dirigeante et à ses alliés.

Les partis de droite se trou-

vent donc en première ligne face au national-populisme, et leur situation est d'autant plus périlleuse qu'ils doivent affronter un double danger : l'offensive directe du Front, les débordements de leurs propres troupes. La bonne nouvelle, c'est que les deux principaux dirigeants de la droite sont décidés à ne pas se laisser faire. François Léotard a déclaré que lui-même et les siens se considéraient en état de « légitime défense », et Philippe Séguin récuse, comme le président de l'UDF, toute idée d'alliance avec les frontistes.

La droite a également compris qu'il fallait qu'elle se donne un nouveau projet. Mais, sur ce point, les choses n'avancent guère. Lors de leur colloque du 20 septembre, ses chefs se sont contentés d'aligner des slogans (« le libéralisme est un humanisme » disait F. Léotard) et des pétitions de principe (« inventer une nouvelle conception de la société, où la liberté se marie avec la solidarité », renchérisait E. Balladur) tandis que N. Sarkozy nous permettait d'avoir une idée précise du néant néantisé.

Ces messieurs feraient bien de congédier leurs conseillers en communication, afin de repenser par eux-mêmes leur tradition politique et leur projet : les victoires décisives procèdent toujours d'une grande pensée.

Jacques BLANGY

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (125 F) ☐ six mois (200 F) ☐ un an (300 F) ☐ soutien (500 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste
BILANQUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTAND RENOUVÉ

SOMMAIRE : p.2 : Une entreprise de diffamation - p.3 : Y a-t-il encore un pilote à l'Élysée ? - La peur du Front - p.4 : Le quotidien de la haute - L'embrouille budgétaire - p.5 : Tout peut encore arriver - La banque vire au jaune - p.6/7 : Un piège et des mensonges - p.8 : Impasses - Une leçon de morale - p.9 : Le siècle des intellectuels - p.10 : L'exigence littéraire - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : La prudence des imbéciles.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. part. 51700 - ISSN 0151-5772

Le quotidien de la haute

On ne savait pas. On ne se doutait de rien. Puis la nouvelle inouïe est tombée, un jeudi tout ensoleillé, à Paris, vers quatorze heures...

Mais quoi donc ? La preuve du triomphe éclatant d'une institution aussi puissante que respectée : *Le Monde*, habituellement désigné comme « LE grand quotidien du soir » est AUSSI « le quotidien le plus lu par les lecteurs à hauts revenus ».

Ce fait, annoncé dans l'édition du 26 septembre, a été établi au terme d'une étude intitulée « Ipsos hauts revenus 1997 » menée (on vous passe les détails) auprès de 3 312 personnes « faisant partie des individus les plus riches ».

On imagine le plaisir du directeur du *Monde*, et on devine l'extrême jouissance qu'il doit éprouver lorsqu'il relit le palmarès établi par la maison Ipsos : les riches préfèrent *Le Monde* (15,6%) au *Figaro* (14,8%) ce qui signifie que le grand rival du matin, cible de tant de polémiques feutrées, est battu sur son propre terrain : le journal de référence de la bourgeoisie riche de droite est battu par un journal qu'on croyait classé à gauche par la bourgeoisie de droite alors qu'en fait les plus riches préfèrent le journal qu'on croit à gauche au journal qu'on sait à droite. Vous me suivez ?

Hélas, la nouvelle triomphalement publiée par *Le Monde* n'est pas si bonne que cela. L'enquête Ipsos montre en effet que les journaux pour riches sont ceux qui ont la plus forte audience dans le pays : *Le Monde* (4,7% de

lecteurs par rapport à la population adulte) et *le Figaro* (3,4%) viennent loin devant *Libération* (2,2%), *L'Humanité* (0,9%) et *La Croix* (0,8%). Parce qu'ils pensent trouver une information sérieuse dans les deux premiers journaux cités, les Français achètent donc matin et soir les journaux qui ont la préférence des riches. Or ces journaux ne sauraient prétendre à l'objectivité : d'ailleurs, cela fait beau temps que, sous l'égide de Jean-Marie Colombani, *Le Monde* assène comme autant d'évidences les imbécillités tirées de la dogmatique ultra-libérale - tout en tolérant, par prudence, quelques résistants keynésiens.

Cette situation est pénible car, entre *Le Figaro* (libéral vieux-bourgeois riche), *Le Monde* (libéral jeune-bourgeois riche) et *Libération* (libéral-libertaire pas ennemi du fric) nous avons le sentiment d'étouffer.

Mais *Le Monde* paiera cher sa place de premier au palmarès Ipsos : le journal de la bourgeoisie riche, qui diffuse à longueur de colonnes l'idéologie dominante, ne peut plus être un journal de référence pour tous les citoyens. Faute d'avoir su maintenir son indépendance de jugement, sa rigueur morale, sa vivacité critique, il n'est plus que le terne défenseur des intérêts de la classe dirigeante.

Annette DELRANCK

L'embrouille budgétaire

Les disputes subalternes sur les aides ménagères masquent le magistral tour de passe-passe de Bercy : donner une apparence sociale à un budget qui est conforme aux critères de la pensée unique.

Préférez-vous partir en excursion avec une patrouille scout, ou crapahuter avec une compagnie disciplinaire ? Dormir à l'Armée du Salut, ou coucher en prison ? Les réponses ne sont pas difficiles à deviner.

Il en est de même pour le nouveau budget : puisqu'il n'y a pas d'autre choix, nous préférons l'aumône social-démocrate au coup de pied ultra-libéral. Donc nous sommes bien contents que Madame Aubry puisse financer des sous-emplois pour les jeunes, ravis que Madame Guigou puisse disposer de plus d'argent pour son ministère, et rassurés quant à l'avenir de la recherche. Mais nous n'apprécions pas l'amputation du budget de la Défense et la réduction du budget des Affaires étrangères : dans ce mépris pour ce qui est vital pour une nation, se perçoit l'influence deloriste qui détermine la conduite du gouvernement. Par delorisme, j'entends ce mélange de suffisance technocratique et de bons sentiments démo-chrétiens qui tient lieu de souci politique.

Grâce à ce mélange de potions contradictoires, les responsables des Finances ont répondu à tout : aux rigoristes, ils présentent les réductions de crédits militaires, aux socialistes ils font valoir le (très léger) avantage donné aux salariés par rapport aux épargnants. Et la droite rend service au gouvernement en geignant sur le sort des classes

moyennes : comme l'usine à gaz budgétaire permet de démontrer une chose et son contraire, nous sommes partis pour plusieurs semaines de ratiocinations d'experts qui achèveront d'obscurcir le débat.

Or le véritable débat porte sur l'orientation générale de la politique budgétaire. Celle-ci est radicalement contestable car elle achève de nous enfermer dans la perspective (illusoire) de la monnaie unique, dans la dogmatique libérale de l'équilibre budgétaire et dans l'horreur de l'inflation qui caractérise l'économie des rentiers.

Au conformisme libéral du gouvernement s'ajoute, dans la gestion des comptes sociaux, une très forte et très inquiétante tentation : celle représentée par la « doctrine de Minc » qui consiste à remplacer le principe d'égalité par la répartition « en équité » des sacrifices. Équité artificielle, puisque les riches, qui s'exonèrent du système, imposent aux classes moyennes de financer les dépenses pour les plus pauvres. Le plafonnement des allocations familiales procède de ce calcul, profondément injuste.

Nous aurons l'occasion de préciser cette analyse dans les prochains mois. Mais il est déjà certain que les questions de principes ne seront pas posées au Parlement, puisque la droite et la gauche baignent dans le consensus libéral.

Sylvie FERNOY

Tout peut encore arriver

Les médias sont discrets sur la situation actuelle au Cambodge. Comme s'il ne s'était rien passé. Ou comme s'il ne se passait plus rien.

Les journalistes ont quitté la région. Ils ne s'y trouvaient d'ailleurs qu'accidentellement, pour cause de passation de pouvoirs à Hong-Kong. Le souffle chinois étant retombé, ils ont déserté la cuisine asiatique pour d'autres actualités.

Le Cambodge a-t-il pour autant retrouvé le calme, la sérénité, une démocratie écornée mais néanmoins bienveillante ? Selon les informations les plus récentes que nous ayons pu recueillir, il n'en est rien et l'apparence est trompeuse. Ainsi, si Hun Sen règne, semble-t-il, en maître à Phnom Penh, la situation est beaucoup plus confuse dans les provinces, en particulier à Battambang, à la frontière thaïlandaise, voire du côté de Siem Reap, près d'Angkor. Là-bas, des forces importantes sont concentrées.

Il y a bien sûr les Khmers rouges, qui se sont affranchis de l'autorité de Pol Pot, mais dont l'ennemi juré est toujours Hun Sen. Ce dernier a reçu dans la région le soutien de l'armée vietnamienne et des amis qui viennent de rentrer en France font état de combats.

Il y a, pas loin, ce qui reste des troupes du FUNCIEP. Et le roi Norodom Sihanouk, revenu de Chine, attend toujours dans sa résidence de Siem Reap un signe de détente de la part de Hun Sen. Celui-ci, qui a décidé d'en finir avec la famille Norodom et la royauté, ne se manifeste pas. On ne pense pas que le roi soit menacé, car il jouit d'une aura incontestable auprès du peuple cambodgien. Mais son

isolement et la réserve que lui impose la constitution ne lui permettent pas de jouer un rôle important.

A Phnom Penh, Hun Sen s'est arrogé tous les pouvoirs et les ministres du parti royaliste, le FUNCIEP, sont dans l'incapacité de remplir leurs missions. Certains envisagent de démissionner et même de quitter le Cambodge. Les prochaines élections risquent d'être une mascarade de démocratie et la communauté internationale serait bien fautive de s'en accommoder.

Il subsiste d'autres inquiétudes. Une nouvelle guerre interne n'est pas à écarter. Les Khmers rouges ne resteront pas inactifs d'ici aux élections. Ils disposent encore de moyens importants en hommes et en matériel et un passé récent a montré que l'armée régulière, même puissamment équipée, ne parvenait pas à les prendre en défaut dans les régions où ils ont leurs habitudes.

L'armée du FUNCIEP pourrait profiter de ce regain de tension pour ouvrir d'autres fronts. On se souvient qu'à un moment donné le prince Norodom Ranariddh a été tenté par un rapprochement avec les Khmers rouges. Des combats sur plusieurs endroits pourraient lui donner l'occasion de reprendre l'offensive sans se compromettre avec les bourreaux du peuple khmer.

Rien n'est réglé, on le voit bien. En encore et toujours, c'est vers le roi que l'on regarde. Lui seul représente l'unité du Cambodge.

Robert GESNOT

La banque vire au jaune

La crise financière qui frappe la Thaïlande depuis le 2 juillet et par contagion la Malaisie, les Philippines, l'Indonésie, a mis en évidence des fragilités propres aux économies dites émergentes, la relativité du miracle asiatique, mais, aussi et surtout, l'inaptitude des institutions financières internationales.

Trois ans après la crise mexicaine, faut-il se féliciter que la Thaïlande n'ait coûté à la communauté que 17 milliards de dollars au lieu de 50 milliards au Mexique ? Bons pompiers, le FMI et la Banque Mondiale qui tiennent leur assemblée générale à Hong-Kong depuis le 23 septembre, peuvent-ils plaider l'incompétence quand ils sont accusés de n'avoir rien fait pour éviter l'apparition de telles crises ?

Impuissance à laquelle beaucoup de gouvernements au monde ne peuvent remédier, spécialement en Afrique, non parce qu'ils sont politiquement plus faibles, mais parce qu'ils ne disposent pas des ressources d'épargne et d'investissement des pays asiatiques ou d'Amérique latine. La banque mondiale se fait donc plus discrète chez ces derniers dans la mesure où ses recettes y sont appliquées, où le marché fonctionne, bref la main invisible. Cette dernière a un nom : le dollar.

La première condition du système recommandé par les accords de Bretton Woods, en 1944, aux 44 pays participants, était le rattachement de leurs monnaies au dollar, garantie des investissements de portefeuille, les fameux fonds de pension déjà écornés au Mexique. Alors que Wall Street n'a jamais été plus profitable (doublé en quatre ans), les bourses des marchés émergents plafonnent depuis

1990. Dans un cas comme dans l'autre, les profits de la stagnation sont sans commune mesure avec la réalité de l'activité économique, moindre aux États-Unis, prometteuse en Extrême-Orient. Mais il s'agit pas que d'une simple bulle financière. Le rôle de la monnaie américaine est au cœur du programme. L'abandon du rattachement au dollar introduit une faille durable dans les relations de l'Asie dans son ensemble avec les États-Unis. Après le Japon, première victime du dollar, le sud-est asiatique ne retrouvera pas de sitôt la confiance dans le système. La Chine observe. Elle, qui dispose depuis le 14 juillet des réserves de Hong-Kong, en plus des siennes, ne devrait pas répéter les erreurs de ses voisins. Alors que le monde redoutait une crise de confiance à Hong-Kong, celle-ci est survenue à Bangkok. La Chine peut en tirer profit politiquement, financièrement tout autant qu'elle en bénéficie déjà industriellement, par le jeu des délocalisations.

Au-delà d'un simple ralentissement de l'activité, c'est à un renversement des rapports de forces que l'on assiste en Asie. C'est aussi un début de mise sous influence, à Hong-Kong, des institutions financières internationales via la seule loi qu'elles connaissent mais qui se manipule : le sacro-saint marché.

Yves LA MARCK

C'est tombé pendant l'été, dans la période entre le Tour de France et la venue du Pape. La presse magazine et quotidienne, mais aussi les télévisions et radios, nous ont clamé sur tous les tons que nous autres Français, étions vraiment nuls ; la meilleure des preuves étant le nombre ridiculement bas des connectés au réseau informatique Internet. La campagne de culpabilisation fut intense, lourde et... parfaitement orchestrée. La presse a encore confondu information et propagande. Quelques points de repère pour comprendre ce qui se passe dans ce panier de crabes.

Internet

Un piège et des mensonges

La clé des mensonges

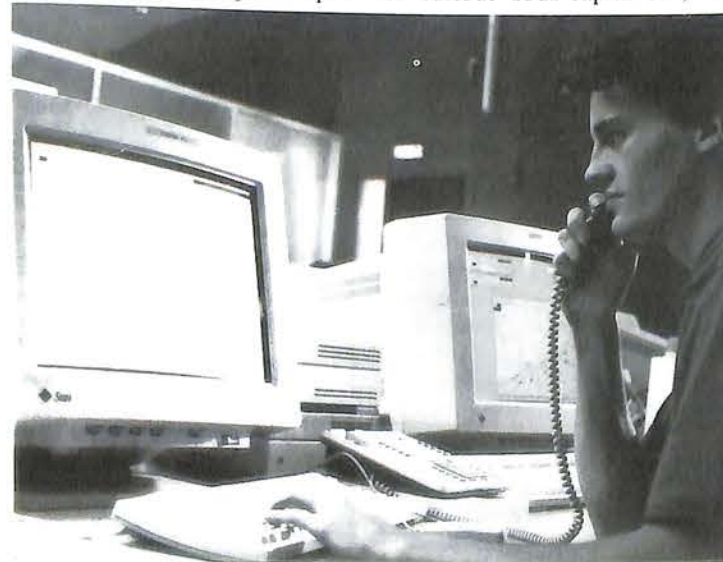
Cette campagne de culpabilisation est doublement fautive.

La France est en pointe dans le domaine de la télématique, tandis que les patrons de presse dissimulent leurs véritables intentions.

D'abord, la télématique française n'est en rien en retard : le Minitel reste une référence unique en matière de télématique et fait toujours l'admiration de tous (y compris des Américains). Il est en partie faux d'affirmer qu'Internet est plus perfectionné, car le Minitel lui reste supérieur sur plusieurs points fondamentaux, notamment sur la confidentialité des transactions et du paiement électronique, ainsi que sur la simplicité de l'appareil (a priori, même Chirac doit savoir se servir d'un Minitel...).

Bien sûr, Internet est très pratique pour tous ceux qui travaillent sur ordinateur et il est indéniable que le Minitel a mal vieilli (il répond à une technologie qui date de la fin

des années 70), France Télécom n'ayant pas cru bon de l'adapter aux fulgurants progrès de l'informatique. Mais dans l'inventaire, il est malhonnête de passer sous silence le savoir-faire unique acquis



par les entreprises françaises en matière de réseaux informatiques (Bull en tête, qui en a fait un de ses axes de son développement).

Gros calculs

Ensuite, il faut bien dénoncer cette tendance - de plus en plus constatée - qu'a la presse de plaider dans ses colonnes selon les propres intérêts de sa corporation, au détriment du souci d'informer honnêtement ses lecteurs. Car les éditeurs omettent de nous préciser qu'ils risquent gros avec Internet, et qu'ils craignent (à juste titre) d'y perdre d'importantes parts de marché publicitaire.

Très lourde, sans imagination et surtout sous-capitalisée, la

presse française est depuis des années obnubilée par la question de la cherté de sa fabrication et de sa diffusion. Elle se trouve actuellement dans l'incapacité financière de réagir positivement au moindre bouleversement du secteur.

Le fantasme d'un « journal sur Internet » lui fournit l'occasion d'espérer un transfert de ses coûts de diffusion, d'une part vers son lecteur, fortement incité à s'acheter un ordinateur et à s'abonner à Internet, et d'autre part vers l'État, sommé d'équiper les établissements scolaires et de mettre la main au portefeuille en aidant les éditeurs.

Le calcul peut sembler malin mais répond en fait à une pratique habituelle des patrons de presse, qui consiste à simultanément donner des leçons et tendre la sèbile (1). Rappelons au passage que le secteur de la presse est subventionné à 12 % de son activité (aides directes et indirectes confondues). Ça fait cher la leçon de libéralisme...

V. S.

(1) Voir à ce sujet le rapport de Jean-Charles Bourdier, directeur de la rédaction du *Républicain Lorrain*, à la demande du précédent ministre des Télécommunications et publié en février dernier. Entre cynisme libéral et naïveté désarmante...

Un rêve totalitaire et libéral

Il est impossible d'être neutre en parlant d'Internet. D'où la nécessité d'un débat de fond. Le fond qui est d'ailleurs curieusement occulté dans la plupart des publications.

Même si les Américains sont en place, les choses sérieuses n'ont pas encore commencé sur Internet. D'abord « joujou » des militaires yankees, puis des chercheurs d'universités, puis des hippies et branchés du monde entier, le « Net » (comme ils disent) est maintenant totalement tombé aux mains des marchands. Internet est aujourd'hui devenu le fils surdoué et prometteur du libéralisme le plus échevelé et d'une technologie que rien ne contrôle plus. En ce moment, les derniers rêveurs libertaires sont sur le départ : en quelques courtes années, Internet

est devenu du commerce et rien d'autre. Les choses vont très vite.

Demain, ce sont des programmes télé qui passeront par le Net et surtout de la pub. Des séries, du télé-achat, des jeux interactifs, peut-être un peu d'infos et... beaucoup de pub. Plus besoin d'ordinateurs ni de clavier : un écran de télé et la zapette suffiront pour sélectionner son programme, jouer, voter, etc.

Fichage...

Grâce à Internet, la télé de demain ressemblera aux pires cauchemars de George Orwell. Car pour un marchand, Inter-

Petit abrégé de propagande

« Internet : le retard français », « La France renâcle à faire sa révolution numérique », etc. Le matraquage médiatique fut violent et sentait la campagne de communication savamment organisée. La propagande à faire passer se résumait pourtant en quelques messages simples et qui ne valaient pas de si longs développements.

En résumé :

- la France prend du retard dans le domaine du multimédia et d'Internet. Nos enfants risquent de rater la « marche du XXI^e siècle » ;
- la langue française est la grande absente sur Internet où l'on ne parle qu'anglais ;
- le Minitel, invention purement franco-française et fruit obsolète d'un monopole révolu, freine l'expansion du réseau Internet sur le sol national ;
- « Surfer » sur Internet, c'est « battre avec le cœur du monde entier ».

La conclusion était invariablement intéressée : il est grand temps que les pouvoirs publics aident massivement les éditeurs pour défendre le rayonnement de la langue, de la Culture et de l'économie française.

Cette campagne est mensongère et malhonnête. Les redoutables interrogations que posent à notre société les progrès de l'informatique réclament un traitement journalistique autrement plus sérieux.

net a le gros avantage de pouvoir dire très précisément QUI va regarder QUOI, et de pratiquer un véritable espionnage domestique avec l'aide des énormes mémoires dont disposent aujourd'hui les ordinateurs.

En fonction des programmes regardés, le système permettra de définir très précisément les goûts, les choix et les habitudes de chacun des foyers branchés. Les annonceurs se frottent les mains : terminées les approximations de l'Audimat. Ce n'est même plus de la science fiction, les techniciens attendent juste le feu vert. Le premier enjeu du moment est dans la constitution de ces fichiers informatiques.

... et loi du plus fort

L'autre enjeu est dans le débat autour du commerce sur Internet. Il est déjà possible d'y « faire ses courses » et le système va inmanquablement se perfectionner. Si le commerce électronique n'est pas très adapté pour les biens matériels, il est en revanche prometteur pour les services (assurances, banque et tourisme notamment).

Les choses sont devenues très claires le 1^{er} juillet dernier. Les Américains, par la voix de Bill Clinton en per-

sonne, ont rendu publiques les conclusions d'un rapport définissant « un cadre pour le commerce électronique global ». Le message, qui ressemble à un diktat, y est limpide : Internet doit d'abord servir à faire du commerce, et devenir une zone de libre-échange que les États ne doivent ni réglementer, ni fiscaliser.

Les États européens ont immédiatement émis de nombreuses réserves, sans doute un peu affolés par les dégâts fiscaux d'un pareil projet, mais sans remettre fondamentalement en cause le postulat ultra-libéral que les États-Unis imposent.

Graves questions

La réponse est un peu courte, il faudra certainement des arguments autrement plus forts pour que les Américains y renoncent ou au moins le tempèrent. Internet pose en outre des quantités de questions graves sur les problèmes de libertés individuelles, sur la propriété intellectuelle, sur la diffusion des idées démocratiques... Encore faudrait-il que le citoyen de base puisse accéder à ces débats et en avoir connaissance.

Vincent SMITH

Tous ceux qui ne supportent pas les pétitions de principe sur la monnaie unique et la langue de bois qui tient lieu de projet européen auront tout avantage à lire le dernier numéro de la revue *Actes et paroles*.

Rédigée par les membres du club du même nom, que dirigent Maurice Benassayag, son président, et André Gauron, son Secrétaire général, ce numéro proclame que « *L'après Maastricht a commencé* » et en donne la substantielle démonstration dans trois études et débats critiques sur la construction européenne.

La première étude est due à Bertrand Renouvin. Elle porte sur les paradoxes européens (le marché, la concurrence, la monnaie, la construction européenne en tant que telle) et aboutit au constat d'un échec dû à l'oubli du politique.

Pour sa part, André Gauron dénonce « la folle concurrence » qui tient lieu de projet économique, qui constitue un ersatz de décision politique et qui livre les Européens à la guerre de tous contre tous. L'analyse juridique est implacable, et les nombreux exemples cités par André Gauron, notamment celui de la « vache folle », montrent clairement les dangereuses impasses d'un système étranger, à cause de l'absence d'État, au souci de l'intérêt général.

Enfin, la revue publie un débat sur l'OTAN et l'Europe, qui est d'autant plus intéressant à lire aujourd'hui que Hubert Védrine, qui n'était alors qu'un simple particulier, y a largement participé.

J.B.

Actes et Paroles, n° 5, deuxième trimestre 1997. 50 F.

Une leçon de morale

Pour comprendre l'esprit de notre siècle plein d'esprit, retrouver celles et ceux qui l'ont formé, revivre ses passions et ses tragédies, il faut lire les Mémoires de Dominique Desanti.

Comme on le dit pour certains films, ce livre est destiné à tous les publics. Pour les plus jeunes, nés après l'élection de François Mitterrand, c'est de l'histoire vivante qui leur donnera ce que les livres de classe ne peuvent pas évoquer : l'esprit du temps - celui des années trente, de l'Occupation, de la Guerre froide -, la saveur de l'instant, la couleur du monde d'avant, l'allure des grands personnages de la politique, de la philosophie, de la littérature. Voici Sartre et Beauvoir, Merleau-Ponty, Duclos, Malraux et des centaines d'autres acteurs éminents, émouvants, pathétiques ou terribles de la scène française et européenne - le plus beau portrait étant bien sûr celui de Jean-Toussaint Desanti, son philosophe de mari.

Ceux qui, plus âgés, ont vécu de près ou de loin les événements qui ont marqué la seconde moitié du siècle, entrevu des silhouettes, participé à certains combats, trouveront dans ces Mémoires les arrières-plans qui leur manquaient. Dominique Desanti ne cherche pas à briller sur le devant de la scène : c'est la femme, l'amie, l'amante, la compagne, la militante qui raconte comment les choses se passaient dans les premiers groupes de Résistants, à la direction du Parti communiste, à Saint Germain des Prés.

Simple récit en effet, mais

mené avec l'expérience d'un écrivain à qui l'on doit des biographies (Drieu La Rochelle, Aragon et Elsa), des romans (*Rue Campagne première*), et des ouvrages historiques (*L'Internationale communiste*, *Les Staliniens*). Ces talents multiples permettent à Dominique Desanti de mêler ses souvenirs personnels et l'aventure historique dans un récit qui doit son émotion et sa valeur à cette façon qu'a l'auteur de participer sans perdre de la distance. C'est grâce à cette position que Dominique Desanti évite sans même y penser les facilités de la nostalgie et les rancœurs pesantes.

Il y a dix manières de parler de ce livre, et cent leçons à en retenir. Parmi toutes celles-ci, la leçon de morale est à mes yeux la plus importante. Elle n'a rien à voir avec le discours moralisateur d'une dame dont l'âge aurait noirci l'humeur ou qui voudrait se faire décerner un prix de vertu avant le grand passage. Au contraire. La morale de Dominique Desanti est celle d'une rebelle sans affectation, qui a combattu le fascisme et le nazisme, et lutté pour la justice

au sein du Parti communiste jusqu'au moment où le mouvement même de l'histoire a détruit sa ferveur stalinienne. Immense malheur, intellectuel et très intime, que celui qui entraîne l'effondrement des certitudes, la nécessité de répudier un engagement.

Or Dominique Desanti est moralement exemplaire en ceci : elle nous rappelle ce que c'est que le risque - pas l'incident de carrière mais celui qui confronte à la violence, à la mort physique où à cette forme terrible d'existence au cours de laquelle nous ne cessons de mourir à nous-mêmes. Et elle nous donne les humbles recettes qui donnent la force de tenir avec les autres et de se tenir dans les épreuves, comme elle aux pires heures de l'Occupation, comme elle lorsqu'elle a quitté le Parti en restant fidèle à l'esprit de révolte et sans perdre son espoir.

« Ayant passé les trois quarts du siècle, je veux vivre et mourir indignée ». Ce sont les derniers mots du livre, pas ceux de Dominique Desanti qui a trop d'indignation en elle, autrement dit trop d'amitié et d'amour pour ne plus nous les donner.

Maria DA SILVA

(1) Dominique Desanti - « Ce que le siècle m'a dit, Mémoires » - Plon, 1997 - prix franco : 175 F.

Le royalisme, Histoire et actualité

par Bertrand Renouvin

330 pages, prix franco 115 F

Le siècle des intellectuels

L'histoire du parti intellectuel en France au XX^e siècle constitue un magnifique sujet. Michel Winock s'en est emparé et, grâce à son talent qui est grand et son savoir qui est profond, nous disposons d'une mise en perspective des plus précieuses. Discutable en certains points ? Sans doute, mais tout travail historique repose sur un choix qui sans être arbitraire est toujours problématique. Certains ont regretté que pour la dernière période, Winock entre moins dans la pensée des protagonistes majeurs, tels Foucault et Deleuze. Pour ma part, je regretterais que l'importance d'un François Furet n'ait pas été mise en valeur, avec le tournant décisif de 1978 (*Penser la révolution française*) qui, au-delà de l'historiographie de la décennie révolutionnaire, met en cause toute la pensée politique de l'intelligentsia. Mais la masse d'informations réunies est assez imposante comme cela pour qu'on accable un auteur d'addenda.

La critique, si elle doit s'exercer, concerne forcément le fond de l'ouvrage, ses thèses, ses préférences et ses dégoûts, ses jugements, ainsi que l'équilibre général. Ce dossier est caractérisé par le choix symbolique des trois écrivains qui figurent sur la couverture : Barrès, Gide et Sartre. D'autres choix étaient possibles. Par exemple, Zola, Malraux et Aron. Mais ces trois-là sont bien présents, tout comme Maurras, Bernanos et Mauriac, ou encore Péguy, les surréalistes et Mounier. Aussi l'équilibre n'est-il pas rompu. Certes, l'historien a ses préférences, pour une gauche de bon aloi, un progressisme de type libéral, qui ne va pas parfois sans accents bien-pensants, c'est son droit le plus strict. L'important n'est-il pas de « sentir » une période, d'en retrouver les rythmes secrets, d'en faire revivre les passions, les contradictions, de ressaisir les enjeux et les logiques des diverses positions.

Tout ce qu'il écrit sur Barrès me paraît juste : « Dans la mémoire commune, Maurice Barrès tient du rôle du coryphée de la patrie, digne des caricatures du Canard Enchaîné. Pourtant, même à la fin de sa vie, son dernier roman, Le Jardin sur l'Oronte, démontre le ressourcement toujours possible de l'écrivain. Il avait régné sur le début du siècle et attiré à lui les esprits les plus différents. Il avait surtout créé un modèle ou, si l'on veut, repris le modèle de l'écrivain doublé de l'homme politique, le moulineur mélodique de fiction et d'action, à la Chateaubriand ». Lorsqu'on a pour objet de peindre la vie intellectuelle, le goût pour l'écriture est un atout précieux. Le portrait de Zola est aussi réussi. Et l'auteur, lorsqu'il fait le bilan de « l'Affaire » qui a mis aux prises les deux écrivains, parvient à une série de jugements qui paraît à la fois inspirée des leçons de Péguy et de la sagesse de Daniel Halévy : « Ce débat ne manquait pas de dignité, les deux camps étaient forts d'arguments. Il ne se tint pas toujours, loin s'en faut, à cette querelle philosophique. Du côté dreyfusard, la crise encouragea la passion antimilitariste, voire antipatriote, ce qui faisait le jeu des nationalistes. Chez les nationalistes, l'anti-individualisme tourna en haine contre les juifs, contre les étrangers et contre le régime républicain en France. La controverse courtoise qui pouvait opposer un Brunetière et un Duclaux dans un salon bourgeois devenait échange

d'injures et tensions dans la rue et les salles publiques ».

Le choix de Gide pour symboliser les années d'entre-deux-guerres me paraît plus discutable, même s'il ne manque pas de raisons. Mais l'époque est sans doute plus « dispersée », encore que la grande tentation totalitaire qui monte à l'horizon commande de la part des intellectuels une décision toujours plus grave. C'est pourquoi le chapitre Bernanos est le bienvenu, car il définit la position originale d'un écrivain qui repousse la tentation totalitaire, qu'elle vienne du bord fasciste, ou du bord communiste. L'auteur des *Grands cimetières* ne se rallie à aucun clan, comme le jeune Albert Camus l'a bien vu : « Bernanos est un écrivain deux fois trahi. Si les hommes de droite le répudient pour avoir écrit que les assassinats de Franco lui soulevaient le cœur, les partis de gauche l'accablent quand il ne veut point l'être par eux. Car Bernanos est monarchiste... ». Son indépendance et sa lucidité n'en seront que plus fortes dans l'immédiate après-guerre, quand il dénoncera le péril stalinien au moment où la tentation est générale dans l'intelligentsia oubliée d'« une Europe pleine de policiers, d'espions, de bagnards et de chambres de torture ».

Cette tentation est évidemment incarnée par Jean-Paul Sartre dont l'aura est indiscutable et que l'on a pu comparer à Voltaire et à Hugo en leurs siècles. Le face-à-face avec Raymond Aron ne tourne évidemment pas à l'avantage du « petit camarade » : « Nous n'avons pas de doctrine ou de credo à opposer à la doctrine ou au credo communiste, mais nous n'en sommes pas humiliés, parce que les religions séculières sont toujours des mystifications ». Et le même Aron pourra saluer la mort de son ennemi en désignant le paradoxe sartrien comme le « drame d'un moraliste perdu dans la jungle de la politique ». La sortie des intellectuels de leur opium totalitaire s'inscrit dans les années de l'après 68, avec une interrogation sur l'avenir de la fonction qui fut la leur.

Pierre Nora, fondateur de la revue *Le Débat* bien caractéristique de l'évolution des esprits, marque la fin de cette fonction qui fut une vraie mission : « L'intellectuel-oracle a fait son temps. Personne n'aura l'idée d'aller demander à Michel Foucault, comme jadis à Sartre, s'il doit s'engager dans la Légion étrangère ou faire avorter sa petite amie. Si grand que soit son prestige, il n'est plus sacerdotal. L'intellectuel s'est puissamment laïcisé, son prophétisme a changé de style. L'investissement scientifique l'a immergé dans un large réseau d'équipes et de crédits ». Est-ce si sûr ? Je n'en crois rien, personnellement. Le propre de l'intellectuel - que ce soit pour sa perte ou pour sa gloire - a toujours été le refus de s'enfermer dans une spécialité étroite, pour s'ouvrir à une interrogation plus générale, à un souci de l'homme et de son destin. La politique, elle-même, défie tout savoir compartimenté et réclame des intelligences toujours ouvertes au service de l'autre et à une plus grande généralité. Certes la déontologie d'une occupation scientifique dispose à une humilité qui a pu manquer aux « engagés » d'hier et peut-être même à une certaine objectivité. Mais rien ne nous dit que de nouveaux défis ne provoqueront pas demain de nouveaux engagements nécessaires, correspondant à l'amplitude de finalités en cause ou en péril. Cela correspond peu s'en faut à la définition de Benda, si éloignée que l'on soit de l'homme qui dénonça *la Trahison des clercs*.

D'autres débats déjà s'annoncent devant nous. D'autres batailles. Et puis ne constatons-nous pas que des mouvements de fond défient la bien-pensance installée dans ses certitudes libérales-libertaires ? Il va y avoir de sacrées surprises !

Michel Winock - « Le siècle des intellectuels » - Seuil, 672 p. - prix franco : 160 F.

par Gérard Leclerc



L'exigence littéraire

Il y a 20 ans, Dominique de Roux mourait brutalement. Avec lui, disparaissait le dernier grand aventurier des lettres françaises.

La littérature, pour Dominique de Roux, est une impérieuse exigence dans un monde où tout s'écroule. « Écrire, note-t-il dans *La mort de L.-F. Céline, ce n'est (...)* pas faire du Zen, c'est sauver d'autres hommes avec soi ». Mais, quelques paragraphes plus haut, il avait écrit, terrible : « *La parole littéraire n'a plus de sens. Écrire, et plus encore écrire en français, semble être la projection de quelque déchéance, d'un total échec de soi-même* ». Contradiction ? Constatation d'un hiatus entre ce qui est et ce qui devrait être. La littérature devrait agrandir la vie aux dimensions d'un destin, sans en occulter l'inéluctable tragédie, elle se donne aujourd'hui comme le passe-temps rémunéré de quelques petits esprits qui se chatouillent pour s'exciter. Dominique de Roux hait toutes les coteries littéraires, particulièrement les cénacles parisiens, et il n'est pas une de ses oeuvres où il ne leur réserve une tirade à la Léon Bloy. Ses écrits sont parsemés de diatribes contre un esprit français, synonyme

pour lui de petitesse.

Contre ces médiocres stipendiés, sans intelligence et sans tripes, il organise la résistance autour de l'Herne. « L'Herne (...) c'est une volonté de découverte, d'exploration avec un génie d'amour, une liberté totale, sans contrats, toujours léonins, sans mailles, ni filets, sans spéculation d'auteurs (...) » (cité dans *Exil (H)*, voir ci-contre). Les Cahiers de l'Herne eurent un retentissement formidable. Ils replacèrent Céline au coeur de la littérature française, et firent découvrir, pour le plus grand malheur des adorateurs de la sclérose et des thuriféraires des avant-gardes prudentes, Pound, Burroughs, d'autres encore, et Gombrowicz bien sûr. De grands écrivains, de grands penseurs, de grands poètes, de ceux qui ont « pour rôle de prophétiser, et de rappeler le souvenir du paradis et de l'enfer. Leur mission est de vivre le mythe, de rejoindre au moyen de symboles la perception d'un ordre super-historique, d'un ordre invisible qu'eux-mêmes n'ont peut-être pas vu. Leur pensée a droit à l'erreur. Ils sont marqués du

seal » (*La mort de L.-F. Céline*).

Le récit de l'aventure de l'Herne se lit dans les *Lettres à Georges Londeix* que les éditions du Rocher viennent de publier. Déjà passionnant, mais plus encore, cette correspondance nous révèle le talent naturel de Dominique de Roux, sa véhémence, sa sensi-

Exil (H)

Sous le titre *Exil (H)*, Pascal Sigoda publie Au Signe de la Licorne une très belle plaquette consacrée aux « rapports » D. de Roux et L.-F. Céline. Le dossier contient notamment des inédits de de Roux, une très belle caricature signée Carelman, et un très « burroughsien » texte de Claude Pélieu. 55 p., prix franco : 120 F.

bilité, ses contradictions, sa sensualité. Quelques superbes déclarations d'amitié : « *Oh l'amitié, Georges, mieux que l'amour, que toutes les femmes, que tous les enfants, la chaude amitié, la marche côte à côte, comme dans cette rue noire de Florence devant la gare bondée, la rue noire aux cigarettes de putes* ». Ces lettres nous montrent un peu de l'homme Dominique de Roux, et ce qu'on y découvre ne porte pas ombrage à l'oeuvre.

Une oeuvre inachevée, dont la dernière esquisse est publiée, toujours aux éditions du Rocher, sous le titre *Le Livre Nègre*. Ce n'est pas un récit interrompu, mais une ébauche. Pense-bête, réflexions, notations, phrases déjà bien polies, d'autres plus grossières : nous nous retrouvons à un moment du processus de création, et contemplons une statue dont certains détails sont achevés mais dont le corps reste à l'état brut. L'effet n'aurait sans doute pas déplu à Dominique de Roux. Précisons qu'en ouverture à ce

volume, André Coyné nous offre une remarquable introduction à l'oeuvre « portugaise » de Dominique de Roux. Une oeuvre qui s'inaugure avec le récit-essai *Ne traversez pas le Zambeze* et culmine avec *Le Cinquième Empire*, sans doute le roman le plus connu de Dominique de Roux (pour de mauvaises raisons : il devait mourir dans les jours qui suivirent sa sortie en librairie, ce qui permit à la charogne journalistique de s'en donner à coeur joie), un roman dont certains éléments s'éclaircissent à la lecture de *La jeune fille au ballon rouge* (même si ce roman est plus genevois que portugais). Écrivain sans compromis, Dominique de Roux se fit aventurier pour que les mots deviennent actes, et son terrain d'exploration fut le Portugal et l'Afrique portugaise. Les « hasards » de l'histoire en firent le témoin de la fin d'un empire et de la chute d'un régime. L'écrivain s'enrichit alors de l'expérience de l'aventurier, mais l'aventurier regarda toujours le monde avec les yeux de la littérature.

Dominique de Roux n'est pas un auteur facile, mais c'est un grand écrivain, n'ayons pas peur du superlatif, un très grand écrivain. Son oeuvre foisonnante est d'une richesse sans cesse renouvelée. Fiction et réflexion s'y mêlent sans jamais s'exclure, les genres s'y répondent - étonnante symbiose par exemple entre le recueil d'essais *Ouverture de la chasse* et le roman *Maison Jaune* -, et véhiculent étrangement les mêmes images - la jeune fille au ballon rouge passe des aphorismes d'*Immédiatement* au roman homonyme -, et toujours le style, et toujours le rythme. Sans doute, certains esprits chagrins parleront de confusions et relèveront les contradictions. Répondons-leur en appliquant à Dominique de Roux, ce que lui-même écrivait de Witold Gombrowicz : « *il se meut dans les contradictions comme dans une liberté* ».

Tant pis pour ceux qui ne supportent pas la liberté. On ne lit pas Dominique de Roux impunément. Celui qui servit la littérature au travers de l'Herne, en fut aussi, par ses propres écrits, un maître.

Patrick PIERRAN

Le nouveau "Cité" !

Cité

Revue de la Nouvelle Culture

La démocratie médiatique

SOMMAIRE n° 30

DOSSIER

« La démocratie médiatique »

- ♦ Guy Debord : de la télévision au multimédia.
- ♦ Les pouvoirs des médias.
- ♦ Splendeurs et misères des journalistes.
- ♦ Entretien avec Lucien Sfez : Communication : fin d'une idéologie.

MAGAZINE

- ♦ Michel Foucault : un poète en philosophie.
- ♦ Les grandes coupures épistémologiques en physique.

Bulletin de commande ou d'abonnement à retourner à "Cité"

NOM/Prénom :

Adresse :

☐ commande le numéro 30 de Cité (40 F franco).

☐ s'abonne à Cité pour 4 numéros (140 F) à partir du n° 30.

Règlement à l'ordre de "Cité"
17, rue des Petits-Champs
75001 Paris

ABONNEMENT-ESSAI

Royaliste n'est pas vendu en kiosque et ne doit compter que sur ses lecteurs pour toucher de nouvelles personnes. Pour cela, quel meilleur ambassadeur que le journal lui-même ? Ouvrez donc votre carnet d'adresses et envoyez-nous les noms et coordonnées de ceux de vos amis susceptibles d'être intéressés par *Royaliste*. Nous leur ferons un abonnement d'essai pendant trois mois. Prix de chaque abonnement : 25 F.

ILE-DE-FRANCE

♦ *Idéfix*, la lettre d'information mensuelle de la région parisienne, est parue. Cette publication est envoyée gratuitement aux adhérents de l'Ile-de-France et, sur abonnement (50 F par an), à tous ceux qui désirent être informés des activités de la fédération.

♦ Le séminaire de formation de politique théorique, animé par Bertrand Renouvin, tient sa première séance mensuelle le samedi 4 octobre à 14 h 30. Il est prévu neuf réunions pour l'année et il est vivement recommandé d'assister à l'ensemble des conférences qui forment un tout, pour en tirer le meilleur profit. Ce séminaire est ouvert à tous les adhérents ou militants désireux d'approfondir leur connaissance de la vie politique.

♦ Toujours le 4 octobre, mais à 16 h, réunion mensuelle de la Fédération Ile-de-France. Une bonne occasion, pour tous ceux qui souhaitent prendre part aux activités de la Fédé, de prendre contact et de venir faire connaissance.

RELIURES

♦ Nous mettons à la disposition de nos lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une reliure pleine toile bleue frappée d'une fleur de lys et avec inscription « *Royaliste* » dorée. Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 97 F franco.

♦ Nous disposons aussi d'anciens numéros du journal pour compléter les collections (prix franco : 17 F pièce).

Vendus aussi par année complète (300 F franco) de 1977 à 1996 (sauf 1979).

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 10 F est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'« abonné des mercredis » annuelle (50 F) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 30 F).

Mercredi 8 octobre : La mort de la princesse Diana a suscité d'innombrables commentaires sur la famille royale d'Angleterre et sur les institutions britanniques. Maintenant que l'effervescence médiatique est retombée, il devient possible de mener une réflexion approfondie sur « *La monarchie britannique* ». Nous avons demandé à Stéphane BERN, grand reporter au *Figaro* et spécialiste des dynasties européennes de nous présenter les véritables enjeux des évolutions qui s'amorcent.

Mercredi 15 octobre : Pollution, autoroutes, centrales nucléaires : ces sujets sont actuellement au centre de l'actualité. Partie prenante dans la nouvelle majorité, exposés aux groupes de pression industriels, les écologistes connaissent actuellement l'épreuve des responsabilités politiques majeures. « *Les écologistes ont-ils les moyens d'agir ? Et selon quel projet ?* ». Député écologiste, Noël MAMERE a accepté d'engager le débat avec nous sur ces deux points. Échanges animés en perspective...

Mercredi 22 octobre : Il n'existait pas d'histoire générale du royalisme français. C'est maintenant chose faite. Dans l'ouvrage qui vient de paraître, Bertrand RENOUVIN retrace l'histoire de notre famille politique, analyse ses divers courants et explique comment elle a influencé, de manière directe ou indirecte, les idées et les institutions françaises. « *Le royalisme, histoire et actualité* » : bonne occasion de s'interroger sur nous-mêmes.

Angers, 11 et 12 octobre

1^{ère} session du deuxième cycle de politique appliquée

Quelle Europe pour demain ?

La session a lieu à Angers du samedi 11 h au dimanche 16 h. Son prix est de 300 F par personne (150 F pour chômeurs ou étudiants), il comprend le logement, les repas, la location des salles et du matériel.

Il est encore temps de s'inscrire !

auprès d'Axel Tisserand, 51, Grande Rue, 72200 La Flèche (tél. : 02.43.94.47.32).

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

La prudence des imbéciles

I l fallait s'y attendre. A la fin de l'été, l'inflation soudaine des références au « réalisme » et au « pragmatisme », dans les discours des hautes autorités gouvernementales, annonçait que l'heure des concessions majeures et des reniements honteux n'allait pas tarder à sonner.

C'est chose faite. Le Premier ministre a décidé l'ouverture du capital de France Télécom, autrement dit l'abandon des principes du service public et du projet industriel de ce secteur de pointe, et annoncé que d'autres privatisations auraient lieu. Le Premier ministre a déclaré que les trente-cinq heures payées trente-neuf étaient « anti-économiques », alors que le programme socialiste affirmait que la réduction du temps de travail se ferait sans diminution de salaire. Et le Premier ministre se prépare à défendre un budget qui, sous ses allures socialisantes, respecte en tous points la dogmatique néo-libérale (1).

Nous assistons à cette liquidation des principes sans mauvaise joie. Malgré nos réserves, nous voulions croire que le tempérament rigide de Lionel Jospin l'inciterait à un minimum de tenue. Et les timides mesures en faveur du pouvoir d'achat, puis le refus (fort ambigu) de privatiser Air France nous confortaient dans cette impression. Elle était fallacieuse. On concède, on vend, on liquide à tout va.

En vue de quoi ? On nous répète sur tous les tons qu'il faut respecter les conditions d'entrée dans le système de monnaie unique. Mais cette monnaie unique, moyen utile d'une politique, est devenue à elle-même sa

propre fin. Ce qui est d'autant plus absurde que cette monnaie, si tant est qu'elle puisse exister, nous enfermerait dans d'insupportables contraintes puisque nous avons accepté les conditions allemandes. Nous sommes dans l'impasse, et le gouvernement nous y enfonce.

Au profit de qui ? Des individus médiocres ou douteux qui parlent au nom du patronat ; des gros industriels qui se moquent de leur pays comme de leur premier plan de licenciement ;



des spéculateurs en tous genres ; des petits affairistes qui exploitent et humilient une main-d'œuvre qui vit sous la menace du licenciement.

Ce faisant, on détruit la cohérence de l'économie nationale, on se refuse à tout projet industriel, on accepte que la loi du profit immédiat détruise progressivement l'esprit d'entreprise.

Cette veulerie des dirigeants politiques est incompréhensible. Tour à tour, les diverses équipes de droite et de gauche ont disposé de toute l'autorité nécessaire, et détenu tous les instruments de la puissance effective. Et pourtant, elles se sont incli-

nées devant les délinquants en cols blancs, les voyous de médias, et de dérisoires réseaux d'influence. Alors ?

La raison de cette conduite aberrante, c'est tout simplement la prudence, comme l'a vu Bernanos : « *La prudence des imbéciles est de tout ménager, parce que, à l'exemple de certains organismes marins élémentaires, ils ne peuvent subsister que dans les eaux calmes ; le moindre remous les détruit* » (2). C'est la prudence qui empêche à ces carriéristes de nourrir une véritable ambition politique, et qui suscite en eux l'horreur de la volonté et la peur panique de la décision. Il n'est pas étonnant que la classe dirigeante ait pris comme modèles Messieurs Barre et Balladur, côté droit, et Messieurs Delors et Jospin, côté gauche : ces hauts fonctionnaires n'ont jamais pris un risque - pas même celui d'une pensée audacieuse.

La prudence des imbéciles est redoutable. C'est elle qui nous expose à la violence, et qui nous y livrera. Cela s'est produit en 1940, comme Bernanos l'avait dit de toute sa force prophétique. D'une autre manière, cela se reproduira : la classe dirigeante, qui a déjà renoncé à ses propres principes, finira par nous abandonner complètement au jeu des puissances intérieures et des influences extérieures.

Pas d'autre solution que de résister aux imbéciles en affirmant qu'« *il (n'est) d'autre mesure pour l'homme que de se donner sans mesure à des valeurs qui dépassent infiniment le champ de sa propre vie* » (2). C'est ainsi que nous les vaincrons. Cela aussi s'est vu, et se reverra.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. l'article de Sylvie Fernoy en page 4. Nous reviendrons dans les prochaines semaines sur les modalités de la politique économique et sociale du gouvernement.

(2) *Lettre aux Anglais*, Points/Gallimard, 1984, p. 65